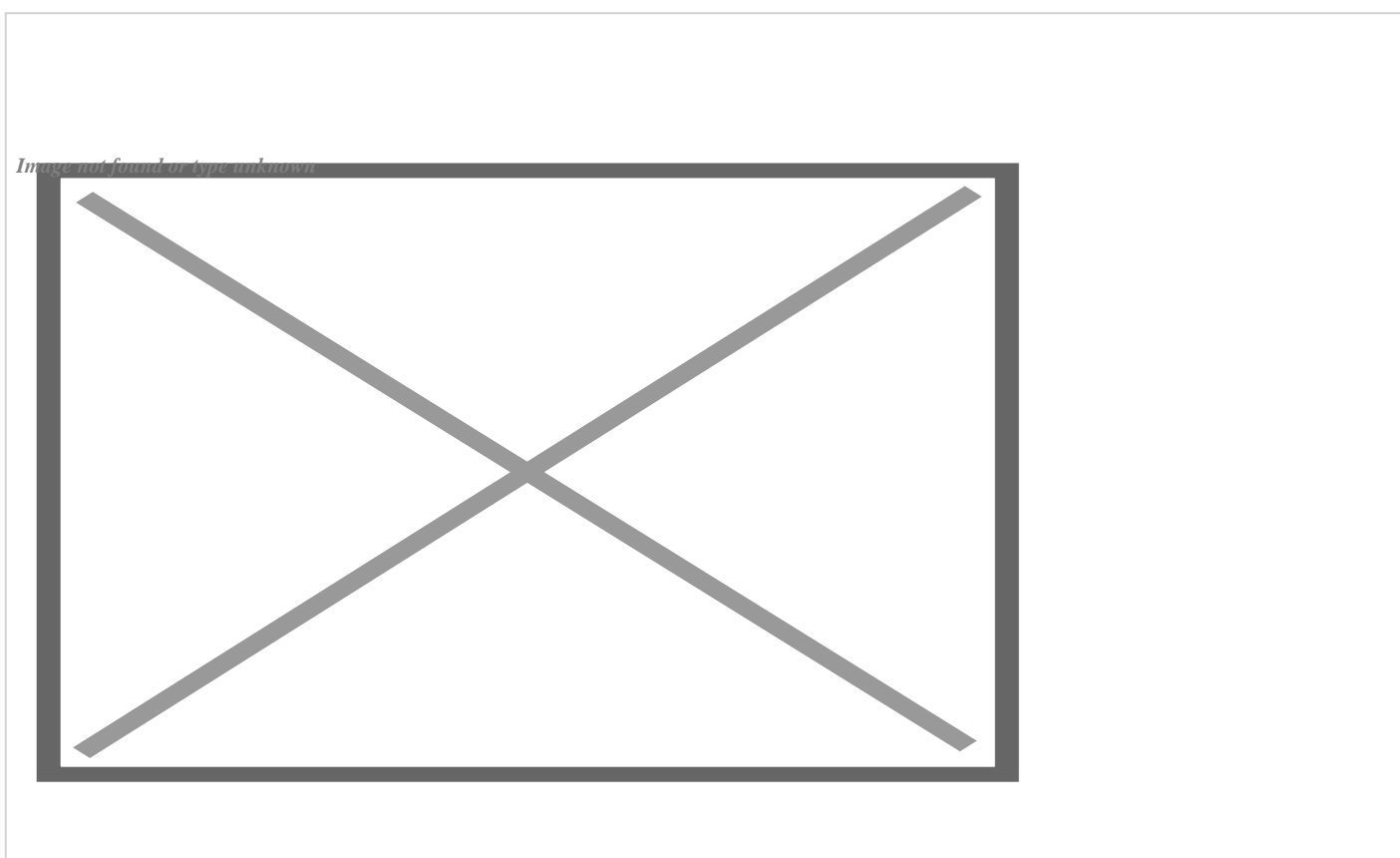


Les auteurs du coup d'État en Bolivie doivent répondre de leurs actes devant la loi, affirme Evo Morales



La Paz, 19 août (RHC) L'ancien président bolivien Evo Morales a déclaré aujourd'hui que les auteurs du coup d'État de 2019 dans son pays doivent répondre devant la loi pour la mémoire, la vérité et la justice.

Dans un message sur le réseau social Twitter, Morales a indiqué que certaines personnes le menacent d'un procès international, tandis que d'autres ne croient pas au rapport du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI) sur les actions violentes de 2019.

'Ils peuvent s'obstiner à mentir, mais ils ne peuvent ni tromper ni cacher leurs crimes', a écrit l'ancien président la plate-forme numérique en question.

Dans un autre tweet, le dirigeant du Mouvement vers le socialisme a souligné la véracité de l'enquête du GIEI qui confirme les massacres, tortures, persécutions et exécutions extrajudiciaires du gouvernement

de facto de Jeanine Áñez.

Il a également indiqué que le document susmentionné a laissé perplexes les putschistes qui cherchent maintenant désespérément un moyen d'éviter la justice.

Mardi et mercredi derniers, le GIEI a remis aux départements de La Paz et d'El Alto le texte contenant les résultats finaux de l'enquête sur les actes de violence survenus en Bolivie entre le 1 septembre et le 31 décembre 2019.

Avec plus de 30 recommandations, l'étude du GIEI préconise de donner la priorité aux cas de violence sexuelle et sexiste et de garantir l'imprescriptibilité des cas de violation des droits de l'homme.

Le procureur général de Bolivie, Juan Lanchipa, a annoncé au début de la semaine que le ministère public appliquerait les recommandations du rapport sur le coup d'État par le biais d'une commission d'analyse.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/267521-les-auteurs-du-coup-detat-en-bolivie-doi-vent-repondre-de-leurs-actes-devant-la-loi-affirme-evo-morales>



Radio Habana Cuba